

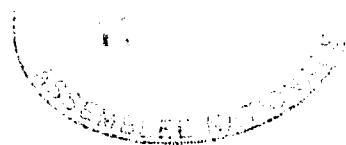


Gouvernement du Québec
Ministère de l'Emploi
et de la Solidarité

ÉTUDE DES CRÉDITS

1998-1999

MESURES PASSIVES



DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

MESURES PASSIVES

| # | Demandes de renseignements particuliers | Page |
|-----|--|------|
| 1. | Nombre de personnes qui étaient éligibles au Programme de départs volontaires et le nombre de personnes qui se sont prévaluées de ce programme et nombre de personnes qui ont été embauchées suite à ces départs. | 1 |
| 2. | Montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du cabinet ministériel et du Ministère. | 2 |
| 3. | Dépenses relatives à la création du ministère de l'Emploi, à la transformation des réseaux et à l'intégration des missions: | 3 |
| | a) effectifs, transferts, indemnités en faveur du personnel cadre et syndiqué; | 3 |
| | b) déménagement, relocalisation, construction; | 4 |
| | c) gestion des baux, liste des baux résiliés et coûts afférents; | 5 |
| | d) budgets disponibles par régions et par volets d'intervention. | 6 |
| 4. | Copie de l'organigramme du nouveau ministère et des nouvelles structures. | 8 |
| 5. | Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 1997-1998. | 10 |
| | a) Nombre de participants par régions, selon le sexe et le type de formation reçue dans le cadre des programmes suivants: | |
| | • Développement de l'emploi, intégration professionnelle; | |
| | • Acquisition de compétences; | |
| | • Pénuries de main-d'oeuvre; | |
| | b) Budgets par région, par établissement d'enseignement et par type de cours pour chacun de ces programmes. | |
| 23. | Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats 1997-1998. | 12 |
| 32. | Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des Centres Travail-Québec en 1996-1997, 1997-1998 et prévisions 1998-1999. | 13 |
| 33. | État de la situation du programme de la sécurité du revenu (1996-1997) et (1997-1998) avec: | 14 |
| | a) répartition des bénéficiaires du programme Soutien financier selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois; | 14 |
| | b) évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription au programme Soutien financier en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant pour chacune de ces étapes, le délai moyen; | 15 |
| | c) répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné: HLM, coopérative d'habitation) en indiquant la catégorie de ménages; | 17 |
| | d) nombre d'enfants (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le CEGEP, l'université, ou qu'ils ne fréquentent pas l'école; | 18 |
| | e) le nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution | 19 |

| # | Demandes de renseignements particuliers | Page |
|-----|--|------|
| | parentale, ou devraient en recevoir une; | |
| f) | les économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu; | 20 |
| g) | le nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par la ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires en raison de la contribution parentale; | 21 |
| h) | nombre de familles monoparentales touchées par la coupure appliquée dans le cadre du partage du logement; | 22 |
| i) | nombre de personnes de 55 ans et plus touchées par la coupure appliquée dans le cadre du partage du logement; | 22 |
| j) | économies réalisées, attribuables à la coupure pour le partage du logement pour les années 1996-1997 et 1997-1998; | 23 |
| k) | nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu; | 18 |
| l) | évolution mensuelle de la répartition des adultes non-disponibles selon les critères suivants: | 24 |
| | i) l'état physique ou mental qui empêche de participer à une mesure; | |
| | ii) l'état de grossesse; | |
| | iii) la garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés; | |
| | iv) le critère de 55 ans; | |
| | v) le partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants; | |
| | vi) l'attente de traitement d'une demande d'admission au programme Soutien financier; | |
| m) | nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barèmes et le revenu moyen déclaré; | 25 |
| n) | nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens, et la valeur moyenne des biens déclarés; | 26 |
| o) | nombre de ménages ayant reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci y compris l'erreur administrative; | 27 |
| p) | nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision; | 28 |
| q) | nombre de personnes ayant demandé de l'aide en raison d'un dénuement total en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision; | 30 |
| r) | nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-chômage; | 31 |
| s) | ventilation détaillée des impacts pour le Québec des différentes modifications apportées à l'assurance-chômage et la Réforme Axworthy sur le Régime de la sécurité du revenu. | 32 |
| t) | liste et coûts des besoins spéciaux pour 1996-1997 et prévisions pour 1997-1998 | 34 |
| u) | nombre de prestataires référés à AGIR et le nombre de prestataires qui ont subi la pénalité pour refus de participer; | 35 |
| v) | nombre des prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes et l'économie générée en 1997-1998. | 36 |
| w) | nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 1997-1998. | 37 |
| x) | bilan du budget et des dépenses pour le programme de l'allocation logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour les années 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998; | 38 |
| 34. | État de situation sur les mesures relatives à l'allaitement et aux préparations lactées pour nourrissons pour l'année 1997-1998 avec le nombre de ménages et le coût annuel. | 39 |
| 35. | État de la situation au programme APPORT en 1996-1997 et 1997-1998 | 40 |
| a) | nombre de ménages ayant reçu des prestations et prestation mensuelle moyenne, selon la catégorie de ménage; | 40 |
| b) | nombre de ménages ayant reçu un supplément de prestation à la fin de l'année fiscale; | 41 |

| # | Demandes de renseignements particuliers | Page |
|-------|--|------|
| | c) nombre de ménages ayant un trop versé à la fin de l'année fiscale, en spécifiant le montant moyen du trop versé; | 41 |
| | d) nombre de ménages ayant un trop versé et une dette fiscale à la fin de l'année fiscale en spécifiant le montant moyen du trop versé et celui de la dette fiscale; | 41 |
| | e) nombre de ménages ayant un trop versé sans dette fiscale ni remboursement d'impôt en spécifiant le montant moyen du trop versé; | 41 |
| | f) nombre de ménages ayant un trop-versé et un remboursement d'impôt, en spécifiant le montant moyen du trop versé du remboursement d'impôt; | 41 |
| | g) budget total en 1994-1995, 1995-1996 et en 1996-1997. | 42 |
| 36. | Bilan détaillé des activités d'assurance-conformité pour les années 1997-1998 et prévisions 1998-1999 démontrant les impacts financiers dont celui de l'application éventuelle des pénalités administratives. | 43 |
| 36.a) | Bilan détaillé de l'opération de remise de chèques main à main pour les moins de 25 ans avec impact financier. | 45 |
| 38. | Concernant les familles monoparentales, pour les années 1997-1998 et prévisions pour 1998-1999: | 46 |
| | a) Nombre de recours subrogatoires intentés depuis l'entrée en vigueur de cette mesure avec distinction, pour chacune des années, des recours exercés et des sommes effectivement recouvrées. | 46 |
| | b) Nombre de familles monoparentales qui se retireront de la sécurité du revenu avec le nouveau système de perception automatique des pensions alimentaires (P.L. 60) et motif de la décision. | 47 |
| | c) Distinction entre le nombre de prestataires sur la sécurité du revenu qui bénéficient d'un jugement ordonnant le versement d'une pension alimentaire et le nombre de ceux qui n'ont pas un tel jugement, avec l'impact financier afférent et les motifs de ceux qui n'ont pas de jugement de pension alimentaire. | 48 |
| | d) Parmi ceux qui bénéficient d'un jugement de pension alimentaire: | 49 |
| | - combien reçoivent effectivement le montant complet de leur pension alimentaire; | |
| | - combien reçoivent partiellement le montant de leur pension alimentaire; | |
| | - combien ne reçoivent aucun montant de leur pension alimentaire avec les motifs; | |
| | Pour chacune de ces hypothèses, donner l'impact financier correspondant et proportion de pension alimentaire par rapport à la prestation de la sécurité du revenu avec l'impact financier afférent. | |
| | e) Parmi les prestataires qui demandent et obtiennent une pension alimentaire, nombre qui quittent la sécurité du revenu en raison de ces revenus de pension alimentaire. | 50 |
| 41. | Copie du Plan stratégique 1998-1999, présenté au Conseil du trésor. | 51 |
| 42. | Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1998-1999, présenté au Conseil du trésor. | 52 |
| | <u>Fonds de lutte à la pauvreté:</u> | |
| 44. | Bilan du budget et des dépenses de même que la répartition des crédits alloués dans chacune des régions pour les années 1996-1997, 1997-1998 et prévisions pour 1998-1999; | 53 |
| | <u>Fonds de lutte à la pauvreté:</u> | |
| 45. | Liste et les montants alloués à chacun des organismes pour l'année 1996-1997, 1997-1998 et prévisions pour 1998-1999; | 55 |

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche # 1

Titre: Nombre de personnes qui étaient éligibles au Programme de départs volontaires et le nombre de personnes qui se sont prévalues de ce programme et nombre de personnes qui ont été embauchées suite à ces départs.

MES

| Exposé et statistiques (s'il y a lieu) | | |
|--|---------------------------------|--|
| Catégories d'emploi | Nombre de personnes admissibles | nombre de personnes ayant bénéficié du Programme |
| Personnel d'encadrement | 56 | 23 |
| Professionnels | 66 | 20 |
| Techniciens | 351 | 126 |
| Soutien | 96 | 36 |
| Total | 569 | 205 |

SQDM

| Exposé et statistiques (s'il y a lieu) | | |
|--|---------------------------------|--|
| Catégories d'emploi | Nombre de personnes admissibles | Nombre de personnes ayant bénéficié du Programme |
| Personnel d'encadrement | 11 | 1 |
| Professionnels | 87 | 41 |
| Techniciens | 37 | 16 |
| Soutien | 44 | 14 |
| Total | 179 | 72 |

Source : Direction des ressources humaines, 1998-04-02.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

No fiche : 2

Titre

Montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du Cabinet ministériel et du Ministère.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cabinet ministériel

Le montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du Cabinet ministériel est de : 13 535,42 \$.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Le montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du ministère de l'Emploi et de la Solidarité est de : 80 450,28 \$.

Société québécoise du développement de la main-d'oeuvre

Le montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre est de : 28 191,00 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche # 3 A

Titre: Dépenses relatives à la création du Ministère de l'Emploi, à la transformation des réseaux et à l'intégration des missions:

a) effectifs, transferts, indemnités en faveur du personnel cadre et syndiqué;

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

EFFECTIFS

Effectifs en provenance de DRHC: 1 084 ETC

Effectifs en provenance de la SQDM: 966 ETC

INDEMNITÉS DE DÉPART

Le gouvernement du Canada a versé des indemnités de départ aux employés transférés équivalant à six mois de salaire auxquels s'ajoute une semaine de salaire par année de service.

SOURCE: Direction des ressources humaines, 1998-04-02.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3 B

Titre

Dépenses relatives à la création du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, à la transformation des réseaux et à l'intégration des missions:

b) déménagement, relocalisation, construction

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a pas d'impact à cet effet en 1997-1998. Un premier CLE a été livré le 23 mars 1998. Le plan de déploiement s'étendra jusqu'en décembre 1998.

SOURCE : Service de la gestion des espaces 1998-04-06

VALIDATION: Bureau du SMA DGPSO 1998-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3 C

Titre

Dépenses relatives à la création du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, à la transformation des réseaux et à l'intégration des missions:

c) gestion des baux, liste des baux résiliés et coûts afférents.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'Entente Canada-Québec relative au marché du travail fait en sorte que le Québec doit offrir des services intégrés et décloisonnés de qualité touchant le marché du travail à tous les québécoises et québécois en emploi ou en recherche d'emploi, tout en évitant les chevauchements, les dédoublements et en associant les partenaires du marché du travail à la gestion des mesures actives d'emploi.

Pour ce faire, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité doit réorganiser l'ensemble de ses opérations et redéployer ses effectifs pour desservir la population en ce sens. Ceci implique que les locaux abritant les centres Travail-Québec ne correspondent plus à la nouvelle mission du MES et qu'il faut remodeler ceux-ci à la nouvelle réalité.

La Société immobilière du Québec (SIQ) qui est responsable, en vertu de la réglementation gouvernementale, de la fourniture des locaux des ministères et organismes, doit donc réviser les disponibilités du parc locatif afin de livrer au MES de nouveaux locaux correspondants aux besoins du réseau des centres locaux d'emploi (CLE). La résiliation des baux du Fédéral est effectuée à leur échéance.

Pour aménager les locaux afin d'accueillir les employés fédéraux, le Canada convient de compenser le Québec jusqu'à concurrence de 1 000 \$ par employé transféré au Québec.

Le Canada versera également au Québec une contribution en regard des coûts des loyers reliés aux ressources humaines transférées du fédéral. Cette contribution sera progressive au fur et à mesure de la libération des baux et pourrait atteindre 3,9M \$ une fois le transfert complété.

Les baux résiliés en 1997-1998 sont:

| | mètres carrés |
|--------------------------------------|---------------|
| • 255 rue Crémazie Est, Montréal | 1440 |
| • 770 rue Sherbrooke Ouest, Montréal | 365 |
| • 425 rue Saint-Amable, Québec | 472.5 |

SOURCE

Service de la gestion des espaces
1998-04-02

VALIDATION:

Bureau SMA, DGPSO, 1998-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3D

Titre

Budgets disponibles par région et par volets d'intervention.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En l'année 1997-1998, les crédits disponibles au MES pour les mesures actives s'élevaient à 162,97 M\$. Quant à ceux de la SQDM, ils s'élevaient à 116,4 M\$, dont 58,2 M\$ pour les achats de formation financés par des fonds fédéraux. Les crédits fédéraux disponibles à DRHC pour les mesures actives, tel qu'indiqué dans l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail, s'élevaient à 457,3 M\$, desquels 32,3 M\$ étaient disponibles pour les frais de la SQDM et du ministère de l'Éducation du Québec en regard de la mesure "Achats de formation".

Dans chacune des organisations, la presque totalité du budget était réparti entre les régions, et les régions avaient la responsabilité d'affecter les sommes pertinentes dans les mesures qui répondent le mieux aux besoins de la clientèle. La répartition par région pour les fonds du MES et de la SQDM est présentée en annexe.

SOURCE : Direction du budget et des opérations financières
VALIDATION: Avril 1998

**Répartition des budgets originaux d'intervention MES et SQDM
par région en 1997-1998
(en milliers de dollars)**

| Régions | MES | SQDM (incl. Achats de formation) | TOTAL |
|---------------------------------|------------------|-------------------------------------|------------------|
| Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine | 3 832,3 | 2 185,1 | 6 017,4 |
| Centre du Québec | 4 328,4 | 3 061,8 | 7 390,2 |
| Abitibi-Témiscamingue | 3 937,7 | 2 294,5 | 6 232,2 |
| Côte-Nord | 1 955,6 | 1 844,2 | 3 799,8 |
| Bas St-Laurent | 5 027,5 | 3 326,9 | 8 354,5 |
| Saguenay/Lac St-Jean | 6 181,4 | 4 127,0 | 10 308,4 |
| Chaudière-Appalaches | 4 269,4 | 4 942,6 | 9 212,1 |
| Mauricie | 6 256,5 | 3 496,8 | 9 753,4 |
| Estrie | 6 618,5 | 3 310,2 | 9 928,7 |
| Laval | 6 754,0 | 3 413,7 | 10 167,6 |
| Lanaudière | 6 320,1 | 4 076,3 | 10 396,4 |
| Laurentides | 7 952,7 | 5 358,8 | 13 311,5 |
| Outaouais | 6 431,5 | 3 340,7 | 9 772,2 |
| Québec | 11 933,0 | 8 019,5 | 19 952,5 |
| Montréal | 17 828,4 | 12 488,0 | 30 316,4 |
| Montréal | 51 148,8 | 20 101,9 | 71 250,7 |
| Nord-du-Québec | 274,7 | 0,0 | 274,7 |
| Pour les régions | 2 800,0 | 2 757,9 | 5 557,9 |
| Central | 9 118,9 | 28 254,1 | 37 373,0 |
| Total | 162 969,5 | 116 400,0 | 279 369,5 |

À la SQDM, la région Nord-du-Québec était desservie par les régions Abitibi et Saguenay.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

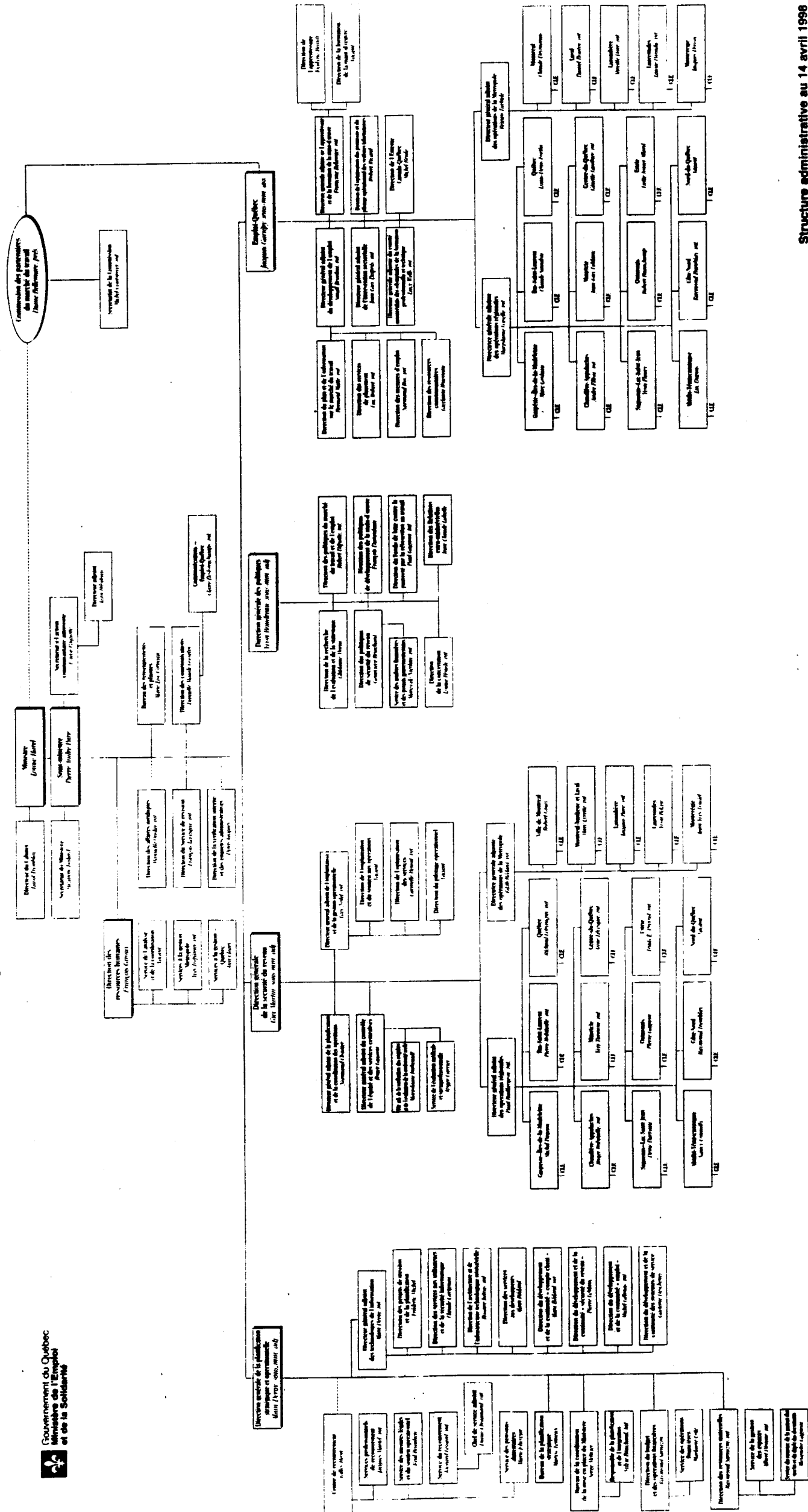
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 4

| |
|--|
| <p>Titre</p> <p>Copie de l'organigramme du nouveau ministère et des nouvelles structures.</p> |
|--|

| |
|---|
| <p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Voir organigramme ci-joint.</p> |
|---|

Organigramme du ministère de l'Emploi et de la Solidarité



ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 5

Titre

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 1997-1998

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

MES

Voir tableau ci-joint

SQDM

La SQDM n'était pas tenue, jusqu'au 17 décembre 1997, de transiger avec la Société immobilière du Québec pour la location de ses espaces administratifs mais elle l'a fait sur une base volontaire pour les locaux de son siège social situé au 425, St-Amable à Québec, ainsi que pour les locaux de sa principale place d'affaires située au 800, Place Victoria à Montréal.

La Société n'a par ailleurs donné aucun mandat à la Société immobilière du Québec en 1997-1998 pour des travaux d'aménagement ou de décoration de ses locaux.

MINISTÈRE DE L'EMPOI ET DE LA SOLIDARITÉ
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT RÉALISÉS EN 1997-1998

| <u>Adresse des bureaux visés</u> | <u>Nature des travaux</u> |
|--|--|
| CTQ Charlesbourg 8500, Henri-Bourassa Charlesbourg | Réaménagement avec expansion |
| DRTQ Hull 170, Hôtel de Ville | Réaménagement avec diminution d'espace |
| CTQ Huntingdon 2C, Henderson | Réaménagement majeur du bureau |
| CTQ Jonquière 3885, Harvey | Expansion et construction de salles |
| CTQ Lac Etchemin 274, 3e Avenue | Réaménagement |
| Montréal 255, Crémazie Est | Rétrocession d'espace et aménagement |
| CTQ Montréal-Nord 5872, Léger | Réaménagement du bureau avec expansion |
| Québec 200, Chemin Ste-Foy | Attribution d'espace d'entreposage |
| CTQ Duberger 2725, Lafrance | Construction de salles d'entrevue |
| Montréal 770, Sherbrooke Ouest | Rétrocession d'espace et réaménagement |
| CTQ Jacques-Cartier 400, Jean-Lesage | Réaménagement avec expansion |
| Montcalm 930, Chemin Ste-Foy | Accroissement d'espace |
| Québec 150, René-Lévesque | Aménagement d'unités administratives et de consultants |
| DRTQ Rouyn-Noranda 29, du Terminus Ouest | Relocalisation du bureau |
| CTQ Sherbrooke-Est 740, Galt Ouest | Aménagement d'une salle de rencontre de groupe |
| CTQ Ste-Thérèse 206, Labelle | Réaménagement |
| CTQ Victoriaville 62, St-Jean-Baptiste | Attribution d'espace additionnel |
| Wemindji 31.1 Wemindji | Relocalisation du point de service |

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 23

| |
|--|
| <p>Titre</p> <p>Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 1997-1998</p> |
|--|

| |
|---|
| <p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Référer à la question 5</p> |
|---|

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 32

| | |
|--|------------------|
| Titre | |
| Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres Travail-Québec en 1997-1998 et prévision 1998-1999 pour les centre locaux d'emploi. | |
| Exposé et statistiques (s'il y a lieu) | |
| | <u>1997-1998</u> |
| <u>Réception et accueil</u> | 292 |
| <u>Aide financière</u> | |
| • Attribution initiale | 313 |
| • Gestion des dossiers actifs (incluant le recouvrement) | 1234 |
| • Ressources pour la conformité: enquêtes, vérification et projet garants défaillants | 529 |
| <u>Développement de l'employabilité et intégration à l'emploi</u> | |
| • Plans, profil et suivi | 290 |
| • Promotion et gestion de programmes | 147 |
| • AGIR | 118 |
| • Suivi personnalisé | 99 |
| • OPTIONS | 72 |
| <u>Personnel de soutien en support opérationnel</u> | 353 |
| <u>Chefs d'équipe</u> | 323 |
| <u>Personnel administratif et de direction</u> | 244 |
| TOTAL⁽¹⁾ | 4 014 |
| Même si la charge globale de travail est comparable d'un CTQ à l'autre, on note des écarts significatifs quant au nombre de dossiers assignés à un agent. | |
| C'est ainsi qu'à l'aide financière le ration moyen se situe à environ 400 dossiers-ménages/agent et peut varier entre 350 et 450 dossiers. | |
| Relativement à la fonction DEIE, quoique le nombre moyen de dossiers-adultes par agent est de 900 dossiers, ce dernier varie entre 600 et 1 200 dossiers selon les particularités locales et la clientèle. | |
| (1) Ce nombre inclut les employés de la ville de Montréal. | |

SOURCE : Direction de l'optimisation des processus et du pilotage opérationnel
DATE: 22 avril 1998
DBOF - 31 mars 1998

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33a

Répartition des bénéficiaires du programme Soutien financier selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois

| DIAGNOSTICS | NOMBRE D'ADULTES CLASSÉS À SOUTIEN FINANCIER |
|---|--|
| | Décembre 1997 |
| Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170) | 13 706 |
| Psychoses (code 2900) | 11 753 |
| Schizophrénie paranoïde (code 2953) | 9 025 |
| Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000) | 14 139 |
| Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182) | 6 251 |
| Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400) | 5 231 |
| Cardiopathies ischémiques (code 4100) | 3 508 |
| Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. | 2 523 |
| Arthropathies et affections apparentées (code 7100) | 3 445 |
| Maladies pulmonaires obstructives (code 4900) | 2 535 |
| Maladies endocriniennes, etc. (code 2400) | 3 418 |
| Trisomie 13, 18, 21 (code 7589) | 2 602 |
| Affections des régions du plan dorsal (code 7200) | 3 022 |
| Tumeurs malignes (code 1400) | 1 885 |
| Autres diagnostics | 24 962 |
| TOTAL | 108 005 |

SOURCE : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.
VALIDATION : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 33b)

TITRE: Évolution du nombre de demandes au programme Soutien financier en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant pour chacune de ces étapes, le délai moyen

Volume de dossiers au programme Soutien financier en décembre 1997 :

| A) | Admission | Nombre | % |
|----|--|---------|------|
| | Bénéficiaires de rentes d'invalidité ¹ | 2 093 | 2,0 |
| | Par un agent d'aide socio-économique | 28 975 | 26,8 |
| | Par un comité d'évaluation médicale et socio-professionnelle | 71 515 | 66,2 |
| | Par un comité de révision | 5 089 | 4,7 |
| | Par la Commission des affaires sociales (CAS) | 318 | 0,29 |
| | Autres | 15 | 0,01 |
| | Total | 108 005 | 100 |

¹ Les bénéficiaires de rentes d'invalidité d'un autre régime sont automatiquement admis au programme Soutien financier.

B) Volume de dossiers traités par les comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et les comités de révision du 1 mars 1997 au 1er mars 1998

Comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle:

| | |
|---|--------------|
| Dossiers non traités au 1 ^{er} mars 1996 | N.D. |
| Dossiers reçus | 16 731 |
| Dossiers traités | 16 479 |
| Demandes refusées avec non-disponibilité | 3 634 (22 %) |
| Demandes refusées sans non-disponibilité | 3 011 (18 %) |

Comités de révision:

| | |
|---|--------------|
| Dossiers non traités au 1 ^{er} mars 1995 | N.D. |
| Dossiers reçus | 1 914 |
| Dossiers traités | 2 122 |
| Demandes refusées avec non-disponibilité | 384 (18,1 %) |
| Demandes refusées sans non-disponibilité | 714 (33,6 %) |

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 33b) (suite)

| | |
|--|--------------------|
| TITRE: Évolution du nombre de demandes au programme Soutien financier en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant pour chacune de ces étapes, le délai moyen | |
| C) Volume des dossiers en appel, traités par la Commission des affaires sociales d'août 1994 à juin 1995¹. | |
| Demands accueillies | 29 |
| Demands rejetées | 100 |
| Confessions de jugement | 9 |
| Règlement hors cour | 2 |
| Total | 140 |
| ¹ Données plus récentes non disponibles. | |
| D) Délai de traitement | |
| Demands d'admissibilité au programme | Délai moyen |
| • admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic de nature invalidante) | 1 jour |
| • recommandation du comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle | 5 jours |
| Demands de révision | 3 semaines |

SOURCE: Direction du développement des politiques et des programmes de sécurité du revenu
Le 26 mars 1998
révisé le 21 avril 1998

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33c

Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation) en indiquant la catégorie de ménage

| DÉCEMBRE 1997 | | | | | |
|-------------------------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|---------|
| MODES DE LOGEMENT | CATÉGORIES DE MÉNAGES | | | | TOTAL |
| | Personnes seules ¹ | Couples sans enfants | Familles monoparentales | Couples avec enfants | |
| Propriétaires | 11 324 | 6 921 | 4 220 | 7 198 | 29 663 |
| Propriétaires à logements multiples | 453 | 245 | 213 | 236 | 1 147 |
| Locataires | 137 612 | 14 768 | 65 632 | 28 847 | 246 859 |
| Locataires H.L.M. | 14 063 | 1 534 | 8 178 | 2 889 | 26 664 |
| Chambreurs | 32 586 | 154 | 1 411 | 100 | 34 251 |
| Pensionnaires | 30 388 | 129 | 1 944 | 101 | 32 562 |
| Chambreurs chez un parent | 2 155 | 55 | 283 | 40 | 2 533 |
| Pensionnaires chez un parent | 47 426 | 438 | 3 640 | 340 | 51 844 |
| Logement subventionné | 5 614 | 528 | 3 412 | 1 048 | 10 602 |
| Sans abri | 91 | - | 1 | - | 92 |
| En hébergement | 4 868 | - | - | - | 4 868 |
| TOTAL | 286 580 | 24 772 | 88 934 | 40 799 | 441 085 |

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

SOURCE : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.
VALIDATION : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33d et k

- d) Nombre d'enfants (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université, ou qu'ils ne fréquentent pas l'école
- k) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu

| DESCRIPTION | Nombre d'enfants de moins de 18 ans |
|------------------------|--|
| | Décembre 1997 |
| Âge préscolaire | 89 363 |
| Études primaires | 73 342 |
| Études secondaires | 42 770 |
| Études postsecondaires | 1 023 |
| Handicapé | 717 |
| Sans occupation | 5 031 |
| Inconnue | 2 |
| TOTAL | 212 248 |

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33e

Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une

| DÉCEMBRE 1997 | | | |
|--|----------------------------------|----------------------------------|-------|
| NOMBRE D'ADULTES DE 18 ANS ET PLUS SOUMIS À LA CONTRIBUTION PARENTALE | | | |
| GROUPES D'ÂGE | Sans diminution de prestation | Avec diminution de prestation | TOTAL |
| 18 à 20 ans | 2 214 | 1 617 | 3 831 |
| 21 à 24 ans | 670 | 567 | 1 237 |
| 25 à 29 ans | 111 | 58 | 169 |
| 30 ans et plus | 9 | 13 | 22 |
| TOTAL | 3 004 | 2 255 | 5 259 |

SOURCE : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.
VALIDATION : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33f)

Titre Les économies que la contribution parentale représente pour le régime de sécurité du revenu

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En décembre 1997, 5 000 ménages répondaient aux critères de soumission à la contribution parentale. Parmi ceux-ci, 2 300 voyaient leurs prestations réduites, tandis que pour les 2 700 autres, le revenu des parents était insuffisant pour que leurs prestations soient affectées par la contribution parentale. Le montant mensuel moyen de diminution est de 147 \$ par prestataire. Sur une base annuelle, les diminutions des dépenses générées par cette mesure représentent 4,1 M\$ (2 300 x 147 \$ x 12).

Annuellement, environ 5 100 dossiers sont annulés ou refusés ou font l'objet d'un désistement à cause de la contribution parentale. Il y a donc une contribution additionnelle de l'ordre de 33,4 millions de dollars en considérant une prestation mensuelle de 545 \$.

La réforme de la sécurité du revenu prévoit l'harmonisation du mode de calcul de la contribution parentale de l'aide sociale avec celui du régime d'aide financière aux étudiants. La modification au mode de calcul réduira de 25 M\$ les contributions reliées à cette disposition de la loi si l'on tient compte du fait que l'aide financière aux étudiants vient récemment de réduire la contribution parentale demandée aux familles à faible revenu.

Il existe un certain nombre de personnes qui ne présentent pas de demande à la sécurité du revenu à cause de la contribution parentale. Il est toutefois impossible de préciser le nombre de personnes qui sont dans cette situation.

SOURCE : Direction du développement des politiques
et des programmes de sécurité du revenu
Le 16 mars 1998
révisé le 21 avril 1998

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33 g)

Titre
Le nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par la ministre et évaluation des coûts de paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires en raison de la contribution parentale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère ne se subroge pas dans le cas de contribution parentale et ne s'est jamais prévalu de la subrogation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33h et i

- h) Nombre de familles monoparentales touchées par la coupure appliquée dans le cadre du partage du logement
- i) Nombre de personnes de 55 ans et plus touchées par la coupure appliquée dans le cadre du partage du logement

| DÉCEMBRE 1997 | | | |
|-------------------------------|---|-------------------|---------|
| COMPOSITION FAMILIALE | NOMBRE D'ADULTES TOUCHÉS PAR LA COUPURE DUE AU PARTAGE DU LOGEMENT | | |
| | Moins de 55 ans | 55 ans et plus | TOTAL |
| Personnes seules ¹ | 70 279 | 7 853 | 78 132 |
| Couples sans enfants | 3 214 | 2 686 | 5 900 |
| Familles monoparentales | 14 994 | 323 | 15 317 |
| Couples avec enfants | 5 935 | 603 | 6 538 |
| TOTAL | 94 422 | 11 465 | 105 887 |

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33j)

Titre Les économies réalisées attribuables à la coupure pour le partage du logement pour les années 1996-1997, 1997-1998 et 1998-1999

| | | |
|---|--|-------------------|
| Exposé et statistiques (s'il y a lieu) | | |
| <p>Le partage du logement est appliqué à un adulte ou à une famille qui partage son unité de logement avec un ou plusieurs autres adultes ou familles. Jusqu'au 1^{er} juin 1997, tous les prestataires du programme APTE de même que les familles monoparentales admises au programme APPORT peuvent être soumis au partage du logement. Les prestataires du programme Soutien financier ne sont pas visés par cette mesure. À partir du 1^{er} juin 1998, les familles monoparentales du programme APTE ainsi que celles admises au programme APPORT ne seront plus soumises à la réduction de prestation pour partage du logement.</p> | | |
| PROGRAMME APTE | | |
| Année | Nombre de ménages (moyenne mensuelle) | Contribution (\$) |
| 1996-1997 | 109 891 | 131 869 200 |
| 1997-1998 | 101 020 | 115 162 800 |
| 1998-1999* | 96 920 | 105 983 730 |
| <p>* Estimation</p> | | |

SOURCE : Direction du développement des politiques et
des programmes de sécurité du revenu
Le 16 mars 1998
Révisé le 22 avril 1998

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 331

Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles selon les critères de non-disponibilité

| RAISONS DE NON-DISPONIBILITÉ DES ADULTES | | | | | | | | TOTAL |
|--|---------------|-------------------|------------------|----------------|------------------------------------|---------------------------|---------------------|---------|
| Mois et années | État de santé | État de grossesse | Enfants à charge | 55 ans et plus | Attente décision Soutien financier | Prend soin d'une personne | Autres ¹ | |
| 1991 | | | | | | | | |
| Mars | 27 727 | 2 073 | 47 260 | 45 204 | 1 732 | 1 253 | 11 | 125 260 |
| Juin | 26 400 | 2 212 | 50 245 | 45 098 | 1 412 | 1 478 | 12 | 126 857 |
| Septembre | 25 427 | 2 325 | 52 830 | 45 005 | 729 | 1 639 | 10 | 127 965 |
| Décembre | 25 968 | 2 370 | 50 941 | 45 410 | 520 | 1 780 | 10 | 126 999 |
| 1992 | | | | | | | | |
| Mars | 26 029 | 2 394 | 54 669 | 46 150 | 500 | 1 847 | 8 | 131 597 |
| Juin | 26 014 | 2 474 | 57 244 | 46 315 | 564 | 1 917 | 55 | 134 583 |
| Septembre | 25 693 | 2 568 | 59 529 | 46 703 | 604 | 1 881 | 280 | 137 258 |
| Décembre | 26 780 | 2 638 | 57 324 | 47 042 | 711 | 1 982 | 381 | 136 858 |
| 1993 | | | | | | | | |
| Mars | 27 445 | 2 621 | 60 581 | 47 452 | 789 | 2 043 | 391 | 141 322 |
| Juin | 27 572 | 2 595 | 63 052 | 47 734 | 523 | 2 097 | 384 | 143 957 |
| Septembre | 27 508 | 2 541 | 65 960 | 48 127 | 472 | 2 115 | 403 | 147 126 |
| Décembre | 25 830 | 2 595 | 63 606 | 48 588 | 2 461 | 2 204 | 611 | 145 895 |
| 1994 | | | | | | | | |
| Mars | 20 802 | 2 999 | 67 433 | 49 212 | 3 899 | 2 297 | 671 | 147 313 |
| Juin | 17 362 | 3 075 | 70 066 | 49 214 | 3 170 | 2 328 | 690 | 145 905 |
| Septembre | 14 227 | 2 917 | 71 757 | 49 043 | 3 483 | 2 322 | 720 | 144 469 |
| Décembre | 14 420 | 2 903 | 67 979 | 49 324 | 2 598 | 2 431 | 687 | 140 342 |
| 1995 | | | | | | | | |
| Mars | 14 691 | 2 950 | 70 968 | 49 570 | 2 144 | 2 492 | 670 | 143 485 |
| Juin | 15 775 | 2 968 | 72 982 | 49 659 | 1 766 | 2 519 | 692 | 146 361 |
| Septembre | 17 259 | 2 794 | 75 043 | 50 093 | 1 503 | 2 555 | 718 | 149 965 |
| Décembre | 19 307 | 2 833 | 69 882 | 50 313 | 1 448 | 2 593 | 692 | 147 068 |
| 1996 | | | | | | | | |
| Mars | 18 535 | 3 095 | 71 534 | 50 252 | 1 264 | 2 598 | 2 059 | 149 337 |
| Juin | 19 014 | 3 479 | 72 268 | 50 106 | 968 | 2 599 | 752 | 149 186 |
| Septembre | 18 054 | 3 296 | 73 619 | 49 695 | 840 | 2 543 | 575 | 148 622 |
| Décembre | 18 717 | 2 857 | 65 204 | 48 813 | 735 | 2 528 | 558 | 139 412 |
| 1997 | | | | | | | | |
| Mars | 18 608 | 2 709 | 66 878 | 48 791 | 641 | 2 847 | 161 | 140 635 |
| Juin | 18 404 | 2 711 | 67 827 | 48 538 | 624 | 2 803 | 163 | 141 070 |
| Septembre | 17 336 | 2 487 | 66 801 | 47 940 | 641 | 2 755 | 161 | 138 121 |
| Décembre | 18 363 | 2 632 | 51 597 | 47 811 | 643 | 2 780 | 179 | 124 005 |

1. Jusqu'en décembre 1996, sont regroupés les adultes placés en famille d'accueil ou en hébergement, ainsi que les adultes responsables d'une famille ou d'un foyer d'accueil. A compter de 1997, cette dernière catégorie a été regroupée sous le motif « Prend soin d'une personne ».

Note : La comparaison des données couvrant les mois précédant août 1996 ne peut être effectuée avec celles des périodes qui suivent compte tenu des modifications apportées dans la comptabilisation des prestataires lors de l'implantation du nouveau système informatique en 1995-1996. Ces modifications engendrent des diminutions dans les dénombrements.

SOURCE : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.
VALIDATION : MES, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, mars 1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33m

Nombre de ménages déclarant des revenus selon les catégories de barèmes et le revenu moyen déclaré

| CLASSIFICATION DU MÉNAGE | REVENUS COMPTABILISABLES ¹ | |
|-----------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|
| | Décembre 1997 | |
| | Nombre de ménages | Revenu comptabilisable moyen |
| Hébergé | 216 | 58,92 \$ |
| Soutien financier | 18 527 | 360,72 \$ |
| Non disponible | 24 913 | 223,86 \$ |
| Participant | 3 383 | 252,85 \$ |
| Non participant | 24 200 | 242,64 \$ |
| Mixte | 6 435 | 404,79 \$ |
| Total APTE | 58 931 | 252,99 \$ |
| TOTAL | 77 674 | 278,15 \$ |

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail desquels le revenu de travail permis est déduit
revenus provenant d'autres gains (assurance emploi, RRQ, CSST, pensions alimentaires, etc.).

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33n

Nombre de ménages déclarant des biens selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés

| TYPES DE BIENS | BIENS DÉCLARÉS ¹ | |
|---|-----------------------------|----------------|
| | Décembre 1997 | |
| | Nombre de ménages | Valeur moyenne |
| Avoir liquide | 331 447 | 468,42 \$ |
| Biens mobiliers | 117 069 | 1 713,08 \$ |
| Biens immobiliers | 33 757 | 40 366,40 \$ |
| Biens immobiliers pour travailleurs autonomes | 3 596 | 10 403,01 \$ |
| Dette hypothécaire | 17 672 | 28 169,31 \$ |
| Autres ² | 1 762 | 20 663,68 \$ |
| TOTAL ³ | 347 724 | 5 154,30 \$ |

- 1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont comptabilisés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.
- 2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés et les sommes dont l'enfant est propriétaire.
- 3. Le total des ménages ne correspond pas à l'addition des données, puisque ces derniers peuvent détenir plus d'un type de biens à la fois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33 o)

Titre

Nombre de ménages ayant reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci y compris l'erreur administrative.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

État de la situation

Selon les données du fichier des comptes à recevoir⁽¹⁾, le nombre de dossiers en recouvrement s'élevait à 158 306 au 31 mars 1997 pour un montant de 472 890 534 \$. Au 31 mars 1998, 175 953 comptes sont à recevoir et représentent 545 395 328 \$. Le solde moyen des comptes à recevoir est passé de 2 987 \$ au 31 mars 1997 à 3 100 \$ en date du 31 mars 1998. La répartition des comptes entre débiteurs actifs et inactifs à l'aide de dernier recours est la suivante :

| | | 1996-1997 au 31 mars | 1997-1998 au 31 mars |
|------------------------|-----------|-------------------------|-------------------------|
| <u>Prestataires</u> | Nombre : | 82 043 | 85 967 |
| | Montant : | 185,0 M\$ | 204,6 M\$ |
| <u>Ex-prestataires</u> | Nombre : | 76 263 | 8 998 |
| | Montant : | 287,9 M\$ | 346,8 M\$ |

Prestations versées en trop⁽²⁾

L'aide de dernier recours doit être remboursée lorsqu'elle a été reçue en trop ou lorsqu'elle a été accordée sous forme d'aide conditionnelle dans l'attente de la réalisation d'un droit et que ce droit s'est réalisé. La nature des réclamations établies et les montants correspondants pour chacune des deux dernières années financières sont:

♦ aide obtenue sous fausses déclarations, principalement reliées aux revenus non déclarés et à la vie maritale:

| | 1996-1997 (12 mois) | 1997-1998 (12 mois) |
|-----------------|------------------------|------------------------|
| nombre : | 37 418 | 38 706 |
| montant : | 124,1 M\$ | 127,11 M\$ |
| montant moyen : | 3 316,95 \$ | 3 283,7 \$ |

♦ aide versée en trop sans fausse déclaration concernant entre autres l'identification des besoins ou les revenus du prestataire et aide versée en trop suite à la réalisation d'un droit:

| | 1996-1997 (12 mois) | 1997-1998 (12 mois) |
|-----------------|------------------------|------------------------|
| nombre : | 146 289 | 188 487 |
| montant : | 62,9 M\$ | 75,3 M\$ |
| montant moyen : | 419,7\$ | 399,41 \$ |

Les montants concernant l'erreur administrative ne sont pas facturés

⁽¹⁾ Ces données proviennent du système informatique et peuvent être légèrement différentes de celles apparaissant aux états financiers en raison des pratiques comptables en vigueur.

⁽²⁾ Ces données proviennent du système « Compte-client ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33 p

| | |
|-------|--|
| Titre | Nombre de révision et d'appels selon le motif et la décision |
|-------|--|

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

| Motifs | Décisions rendues par la CAS | | | |
|--|------------------------------|-----------------------|-------------------|-----------------------|
| | 1996-1997 | | 1997-1998 (*) | |
| | Décisions rendues | Décisions accueillies | Décisions rendues | Décisions accueillies |
| Statut | 292 | 70 | 395 | 128 |
| Prestation de base | 366 | 101 | 419 | 126 |
| Prestations spéciales | 71 | 15 | 54 | 11 |
| Revenus, gains, avantages, pensions alimentaires | 165 | 37 | 213 | 59 |
| Biens | 137 | 32 | 114 | 26 |
| Avoir liquide | 47 | 12 | 100 | 28 |
| Contribution parentale | 39 | 4 | 34 | 9 |
| Partage de logement | 27 | 6 | 66 | 15 |
| Obligations | 237 | 75 | 329 | 118 |
| Versement de l'aide | 37 | 11 | 34 | 10 |
| Recouvrement de l'aide | 1041 | 245 | 1064 | 269 |
| APPORT | 4 | 1 | 7 | 3 |
| Hors délais | 78 | n/a | 74 | 23 |
| Non recevables | 32 | n/a | 15 | n/a |
| Acquiescement à la demande (1) | 125 | 125 | 123 | 122 |
| Article 22 (Loi CAS) | 360 | 233 | n/d | n/d |
| | | | | |
| TOTAL | 3058 | 967 | 3041 | 947 |
| Acc./rendus (2) | | 31,62% | | 31,14% |

(1) Situations pour lesquelles le Ministère modifie sa décision avant jugement de la CAS.
(2) Exclut les situations d'article 22 de la Loi de la CAS.
(*) Données au 1998-02-28.

SOURCE : DGSR/DCESC, 98-04-22
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33 p

| | |
|-------|--|
| Titre | Nombre de révision et d'appels selon le motif et la décision |
|-------|--|

| | | | | |
|--|---|-----------------------|-------------------|-----------------------|
| Exposé et statistiques (s'il y a lieu) | | | | |
| Motifs | Décisions rendues par les directions régionales | | | |
| | 1996-1997 | | 1997-1998 (*) | |
| | Décisions rendues | Décisions accueillies | Décisions rendues | Décisions accueillies |
| Statut | 2018 | 383 | 1818 | 314 |
| Prestation de base | 2983 | 350 | 2598 | 262 |
| Prestations spéciales | 869 | 93 | 886 | 119 |
| Revenus, gains, avantages, pensions alimentaires | 1698 | 321 | 1554 | 327 |
| Biens | 871 | 135 | 734 | 110 |
| Avoir liquide | 596 | 104 | 629 | 132 |
| Contribution parentale | 499 | 77 | 382 | 49 |
| Partage de logement | 729 | 94 | 691 | 99 |
| Obligations | 3562 | 783 | 3028 | 706 |
| Versement de l'aide | 915 | 86 | 799 | 124 |
| Recouvrement de l'aide | 6705 | 1351 | 8995 | 1847 |
| APPORT | 227 | 15 | 196 | 17 |
| Hors délais | 487 | n/a | 663 | 80 |
| Non recevables | 303 | n/a | 367 | n/a |
| | | | | |
| TOTAL | 22462 | 3792 | 23340 | 4186 |
| Acc./rendus | | 16,88% | | 17,93% |
| (*) Données au 1998-02-28. | | | | |

SOURCE : DGSR/DCESC, 98-04-22
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33 q) FICHE EXPLICATIVE

Titre : Nombre de personnes ayant demandé de l'aide en raison d'un dénuement total en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision

| Faits saillants 1997-1998 : | | | | |
|--|-----------------------------|------------------------------|------------------------------------|--|
| A) Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu de l'article 25 en raison d'un dénuement total : | Nombre de demandes déposées | Nombre de demandes acceptées | Montant par catégorie ¹ | Montant moyen par demande ¹ |
| Note : Les données ne couvrent que les 9 premiers mois de l'exercice financier 1997-1998 | 1997-1998 | 1997-1998 | 1997-1998 (\$) | 1997-1998 (\$) |
| Composition familiale | 99 | 52 | 18 463 | 355 |
| Contribution parentale | 2 | 0 | 0 | 0 |
| Bien ou avoir liquide cédé | 85 | 24 | 56 363 | 2 348 |
| Étudiant (statut, conjoint) | 24 | 0 | 0 | 0 |
| Excédent de biens | 357 | 240 | 267 845 | 1 116 |
| Grève ou lock-out | 3 | 0 | 0 | 0 |
| Perte d'argent | 18 | 13 | 4 870 | 375 |
| Personne seule mineure | 3 | 1 | 980 | 980 |
| Prestation spéciale | 19 | 16 | 7 461 | 466 |
| Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.) | 76 | 32 | 27 629 | 863 |
| Refus de faire valoir un droit | 9 | 0 | 0 | 0 |
| Sans statut légal | 40 | 28 | 36 755 | 1 313 |
| Travailleur autonome | 8 | 3 | 7 614 | 2 538 |
| TOTAL | 743 | 409 | 427 980 | 1 046 |

En plus de ces 409 demandes pour lesquelles une aide financière était accordée, 11 demandes ne nécessitaient que l'attribution d'un carnet de réclamation.

| B) Aide accordée aux revendicateurs du statut de réfugié en vertu de l'article 25 : | Nombre de demandes déposées | Nombre de demandes acceptées | Moyenne mensuelle de dossiers actifs | Montant par catégorie ¹ | Montant moyen par demande ¹ |
|--|-----------------------------|------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|
| Note : Les données ne couvrent que les 9 premiers mois de l'exercice financier 1997-1998 | 1997-1998 | 1997-1998 | 1997-1998 (\$) | 1997-1998 (\$) | 1997-1998 (\$) |
| | 8 980 | 8 560 | 8 930 | 41 631 461 | 4 662 |

SOURCE : Direction de l'implantation et du soutien aux opérations en sécurité du revenu :
Le 11 mars 1998

I:\commun\etu-cre\etude-25.doc

Ces montants comprennent également l'aide financière accordée en prolongation (mois suivant l'acceptation à la suite de l'évaluation ou de la réévaluation d'une demande).

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33r

Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi

| COMPOSITION FAMILIALE | REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI ¹ | |
|--------------------------|---|-----------------|
| | Décembre 1997 | |
| | Nombre d'adultes | Revenu moyen |
| Personnes seules | 812 | 326,40 \$ |
| Couples sans enfants | 398 | 478,71 \$ |
| Familles monoparentales | 653 | 424,74 \$ |
| Couples avec enfants | 1 302 | 567,15 \$ |
| TOTAL | 3 165 | 464,88 \$ |

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 1 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33s)

Titre : La réforme de l'assurance-chômage - Régime d'assurance-emploi

Exposé et statistiques (s'il y a lieu) :

Depuis la fin des années 1970, le gouvernement fédéral a entrepris une série de modifications qui visaient à réduire les coûts du programme. Plus récemment, deux trains de modifications au programme ont été apportés. Le premier a été annoncé en décembre 1992 et le deuxième a été annoncé en février 1994. De plus, en 1994, le gouvernement fédéral entreprenait une consultation sur un projet de réforme des programmes sociaux sous le titre de «La sécurité sociale dans le Canada de demain», connue sous le nom de réforme Axworthy. Le 1^{er} décembre 1995, le gouvernement fédéral présentait les détails de la réforme du régime d'assurance-chômage. Sanctionnée le 20 juin 1996, la loi C-12 sur le nouveau système d'assurance-emploi est en vigueur depuis le 30 juin de la même année.

Régime d'assurance-emploi :

Les changements les plus importants du nouveau régime d'assurance-emploi (assurance-chômage) ont eu lieu à partir du 1^{er} janvier 1997. Ce nouveau système représente une transformation majeure par rapport au régime d'assurance-chômage qui prévalait jusqu'à maintenant. Les principaux changements sont :

au 30 juin 1996

- .. Les prestations hebdomadaires maximales sont de 413 \$ (55 % du maximum assurable de 750 \$).
- .. La durée maximale d'une période de prestations passe de 50 semaines à 45 semaines.
- .. Aux fins du calcul de la prestation, le taux de couverture est appliqué sur la rémunération totale ramenée sur une période fixe de semaines consécutives, ce qui a comme effet, dans bien des cas, de diminuer la couverture.
- .. Les personnes qui deviennent ou redeviennent membres de la population active devront avoir travaillé pendant au moins 26 semaines pour devenir admissibles.
- .. Des mesures actives peuvent être offertes à toute personne en chômage recevant ou ayant reçu des prestations de soutien de revenu de l'assurance-emploi au cours des trois dernières années ou ayant reçu des prestations de maternité ou parentales au cours des cinq dernières années.

au 1^{er} janvier 1997

- .. Resserrement des critères d'admissibilité. Auparavant, il fallait de 12 à 20 semaines de travail pour se qualifier à des prestations; il faut désormais 420 à 700 heures (selon le taux de chômage régional) à l'intérieur d'une année.
- .. Le nombre de prestations hebdomadaires payables peut varier de 14 semaines (taux de chômage régional de 6 % ou moins) à 45 semaines (taux de chômage régional de plus de 12 %).
- .. Chaque heure travaillée dans le cadre d'un emploi assurable est cotisable aux fins du régime.
- .. Les gains sont assurés sur une base annuelle qui ne peut excéder 39 000 \$.
- .. Les personnes qui deviennent ou redeviennent membres de la population active doivent avoir travaillé pendant au moins 910 heures (équivalent à 26 semaines de 35 heures) pour devenir admissibles.

- ◆ Le taux de couverture applicable au salaire est réduit progressivement de 55 % à 50 %, en fonction de l'intensité du recours antérieur au régime sur une base de cinq années débutant le 30 juin 1996.
- .. Pour les familles admissibles à la prestation fiscale pour enfants, dont le revenu familial est inférieur à 25 921 \$, le taux peut aller jusqu'à 65 % (maximum de 413 \$/semaine) en fonction de la taille de la famille. En 1998, ce taux est de 70 % et devrait atteindre 80 % en l'an 2000.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33s) (suite)

Impact sur la clientèle et les coûts :

Une étude récente des professeurs Pierre Fortin et Pierre-Yves Crémieux de l'UQUAM estime plutôt que les effets cumulatifs de la réforme ajouteront **36 000 prestataires (environ 21 176 ménages)** de plus à la sécurité du revenu une fois que les effets seront rendus à terme, soit en 2006, ce qui représentera alors une dépense supplémentaire de **157 M\$**. Pour l'année 1998-1999, soit au 31 mars de 1999, leur estimation est de **15 000 prestataires (environ 8 824 ménages)**, ce qui entraînerait une dépense supplémentaire de **64 M\$**.

Dans leur étude, les professeurs Fortin et Crémieux ont procédé à une analyse économétrique en modélisant la relation qui peut exister entre le taux d'assistance sociale (rapport prestataires/population) et certaines variables. Les principales variables qui ont servi à expliquer les variations du taux d'assistance sociale sont le taux de chômage chez les hommes de 25 ans et plus ainsi qu'une variable qui prenait en considération les changements au régime de l'assurance-chômage depuis 1975. L'influence de ces deux variables était étalée dans le temps, soit sur quatre ans pour le taux de chômage et de cinq ans pour l'assurance-emploi (dans l'évaluation du Ministère, cette période est de trois ans). C'est en isolant l'influence des changements à l'assurance-emploi qu'ils en arrivent à un impact de 33 000 prestataires (19 412 ménages environ) de plus à la sécurité du revenu en 2002 (au 31 mars). Les 3 000 prestataires (1 764 ménages environ) supplémentaires ont par la suite été ajoutés entre 2002 et 2006 pour tenir compte de la baisse du taux de couverture imposée aux personnes qui utilisent fréquemment l'assurance-emploi.

Nous rappelons qu'à la suite d'une entente entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et Développement des ressources humaines Canada, une évaluation encore plus en profondeur des impacts sur la sécurité du revenu des modifications réglementaires à l'assurance-chômage doit éventuellement être effectuée par DRHC en couplant les fichiers de la sécurité du revenu avec ceux de l'assurance-chômage.

SOURCE : Direction du développement des politiques et
des programmes de sécurité du revenu
Le 16 mars 1998,
révisé le 21 avril 1998

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33t)

Titre Liste et coûts des besoins spéciaux pour 1997-1998
et prévisions pour 1998-1999

| Coût des prestations spéciales (en 000 \$) | | 1997-1998 (dépenses probables) |
|--|---|--------------------------------------|
| I- | Prestations spéciales pour préserver la santé | |
| A. | Préparations lactées | 2 585,2 |
| B. | Biens et services administrés par le MSR | |
| 1. | Lunettes et lentilles | 4 707,1 |
| 2. | Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires | 1 521,4 |
| 3. | Prothèses orthèses et accessoires prescrits | 6 138,1 |
| 4. | Suppléments | 9 185,6 |
| 5. | Transport pour fins médicales | 15 455,2 |
| 6. | Autres | 858,5 |
| | Sous-total B | 37 865,9 |
| | Sous-total de la partie I | 40 451,1 |
| II- | Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières | |
| 1. | Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine | 551,2 |
| 2. | Enfant à charge fréquentant l'école | 9 403,1 |
| 3. | Frais funéraires | 1 845,4 |
| 4. | Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre | 932,2 |
| 5. | Compenser les effets d'une séparation | 64,6 |
| 6. | Allocation-logement | 21 600,0 |
| 7. | Loyer personne seule hébergée | 2,9 |
| | Sous-total partie II | 34 399,4 |
| III- | Prestations spéciales pour le développement de l'employabilité | 22 951,8 |
| IV- | Prestations spéciales liées à la participation à une mesure de développement de l'employabilité (programme Soutien financier) | 2 171,2 |
| | Total | 99 973,5 |
| | Prévision pour 1997-1998 | 99 973,5 |
| | Prévision pour 1998-1999 | ND |

SOURCE : Direction du développement des politiques et
des programmes de sécurité du revenu
Le 16 mars 1998
Révisé le 2 avril 1998

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : 33 u)

Titre

Nombre de prestataires référés à AGIR et nombre de prestataires qui ont subi la pénalité pour refus de participer

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

D'avril 1997 à février 1998, l'activité AGIR a rejoint 54 206 personnes. Parmi les personnes ayant refusé de participer, 8588 ont eu une sanction en vertu de l'article 28 de la *Loi sur la sécurité du revenu*.

SOURCE : Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi (1998.03.23)

Révisé le 21 avril 1998

VALIDATION : Direction du budget et des opérations financières (1998-03-23)

ÉTUDE DE CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33v)

| | |
|----------------|--|
| TITRE : | Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité et économie générée en 1997-1998 |
|----------------|--|

EXPOSÉ DE LA SITUATION

L'article 30 de la Loi sur la sécurité du revenu prévoit qu'un prestataire doit faire valoir ses droits en vertu d'un autre programme avant de bénéficier de l'aide de dernier recours. En raison de cette obligation, qui existait d'ailleurs dans l'ancienne Loi de l'aide sociale, les personnes admissibles à une rente d'invalidité doivent demander celle-ci à la Régie des rentes du Québec.

En 1994, une expérience pilote menée en Montérégie a révélé que plusieurs prestataires du programme Soutien financier, admissibles à une rente d'invalidité, ne la recevaient pas. Cette situation s'explique par la difficulté de différencier parmi les clients du programme Soutien financier les personnes admissibles de celles qui ne l'étaient pas. Ainsi, plusieurs prestataires qui auraient dû être référés à la Régie ne l'ont pas été.

Depuis le 1^{er} avril 1995, des mécanismes systématiques visant à référer les personnes invalides admissibles à la Régie des rentes ont été mis en place.

En mars 1998, on identifiait 4 955 ménages prestataires recevant une rente d'invalidité moyenne de 562 \$ de la Régie et l'impact financier en 1997-1998 atteignait 33,4 M\$.

SOURCE : Direction de la sécurité du revenu
Le 15 mars 1998
Révisé le 2 avril 1998

ÉTUDE DE CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33w)

| | |
|----------------|--|
| TITRE : | Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et économie générée en 1997-1998 |
|----------------|--|

| |
|---|
| <p>EXPOSÉ DE LA SITUATION</p> <p>La Loi sur la sécurité du revenu prévoit à l'article 30 que l'adulte seul et les membres de la famille doivent faire valoir leurs droits ou se prévaloir des avantages dont ils peuvent bénéficier en vertu d'une autre loi si la réalisation de ces droits et avantages avait un effet sur l'admissibilité de l'adulte ou de la famille à un programme ou réduirait leurs prestations.</p> <p>Cette obligation a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu puisqu'on la retrouve dans l'article 12 de l'ancienne Loi de l'aide sociale.</p> <p>À l'automne 1993, le ministère de la Sécurité du revenu décidait, en vertu de l'article 30 de la Loi sur la sécurité du revenu, de demander aux prestataires âgés de 60 à 64 ans de faire valoir leurs droits à une rente de retraite. Auparavant, seules les personnes âgées de 65 ans ou plus se voyaient obligées de le faire.</p> <p>Ainsi, depuis le 1^{er} avril 1994, il est obligatoire pour les nouveaux prestataires de la sécurité du revenu de demander leur rente de retraite à la Régie à partir de 60 ans. Cette obligation s'appliquait aussi aux personnes déjà prestataires qui atteignaient 60 ans. Une opération spéciale réalisée conjointement avec la Régie des rentes du Québec l'a étendue, en 1995-1996, aux prestataires de la sécurité du revenu âgés de 60 à 64 ans avant le 1^{er} avril 1994.</p> <p>En novembre 1997, 19 465 ménages recevaient une rente de retraite moyenne de 159 \$ de la Régie des rentes du Québec. Les diminutions de dépenses correspondantes atteindront 37,1 M\$ en 1997-1998.</p> |
|---|

SOURCE : Direction de la sécurité du revenu
Le 15 mars 1998
Révisé le 2 avril 1998

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 33x)

| | |
|----------------|--|
| TITRE : | Bilan du budget et des dépenses pour le programme de l'allocation logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour les années 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998 |
|----------------|--|

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'allocation-logement est accordée à une famille qui comprend au moins un enfant à charge mineur ou un enfant à charge majeur qui fréquente un établissement d'enseignement secondaire.

Depuis le 1^{er} octobre 1997, l'allocation-logement n'est plus une prestation spéciale du ministère de l'Emploi et de la Solidarité mais est administrée par la Société d'habitation du Québec et versée par le ministère du Revenu du Québec.

La nouvelle allocation-logement s'adresse aux familles avec enfants à faible revenu ainsi qu'aux personnes âgées de 55 ans et plus. La prestation est calculée en prenant un certain pourcentage de l'écart entre le loyer payé (jusqu'à concurrence d'un loyer plafond) et 30 % du revenu net du ménage. Ce pourcentage est actuellement de 55 % depuis le 1^{er} octobre 1997 mais sera augmenté à 60 % le 1^{er} octobre 1998 et à 66 2/3 % le 1^{er} octobre 1999. Des loyers planchers sont également considérés dans le calcul de la prestation et ces planchers sont ceux utilisés dans le cadre du calcul de l'ancienne prestation spéciale d'allocation-logement du MES.

La nouvelle allocation-logement est établie annuellement selon le revenu annuel de l'année d'imposition précédente. L'allocation est calculée annuellement mais versée mensuellement par le MRQ et les demandes seront réévaluées en octobre de chaque année. Le revenu utilisé est le revenu familial net de l'année précédente, soit le revenu net de la dernière déclaration de revenus de la famille.

Pour les prestataires dont l'allocation-logement a été diminuée, selon les nouvelles règles de calcul du programme, la SHQ a prévu une « clause de protection des clientèles » en vertu de laquelle les montants qui étaient versés en septembre 1997 sont protégés à 100 % pour deux ans.

Par ailleurs, pour les prestataires de sécurité du revenu qui reçoivent moins dans le programme actuel qu'avec l'ancienne prestation spéciale du MES ou qui reçoivent cette aide avec retard, la prestation spéciale d'aide au logement a été maintenue à l'intention des familles comprenant au moins un enfant à charge mineur ou à charge majeur fréquentant un établissement d'enseignement secondaire en formation générale. Cette prestation est réduite de l'allocation versée en vertu du Programme d'allocation-logement de la SHQ. Ainsi, lorsqu'une famille ne reçoit pas le plein montant d'allocation-logement de la SHQ, le MES verse la différence entre le maximum auquel cette famille a droit en vertu du Règlement sur la sécurité du revenu et le montant réellement reçu par le MRQ.

Le budget qui est prévu au titre de l'allocation-logement fait partie du budget global de la sécurité du revenu.

| Année | Nombre de ménages (moyenne mensuelle) | Dépense (M\$) |
|-----------|--|---------------------|
| 1997-1998 | 86 000 ⁽¹⁾ | 21,6 ⁽²⁾ |

(1) Dont 2 580 ménages sont aidés mensuellement en vertu de la clause de dénuement du MES.
(2) Dont 1,6 M\$ d'octobre 1997 à mars 1998 pour la clause de dénuement.

SOURCE : Direction du développement des politiques
et des programmes de sécurité du revenu
Le 6 avril 1998

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 34

Titre État de situation sur les mesures relatives à l'allaitement et aux préparations lactées pour nourrissons

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis le 1^{er} mars 1994, la prestation spéciale d'allaitement est de 50 \$ et une mesure de soutien à l'achat des préparations lactées pour nourrissons est offerte aux prestataires qui ont des bébés âgés de moins de six mois. Les prestataires qui ont des enfants intolérants à la protéine bovine ou au lactose peuvent profiter de la mesure jusqu'à ce que leurs enfants aient atteint l'âge de un an.

En février 1996¹, il y avait 4 456 enfants âgés de moins de six mois et 692 enfants âgés entre six mois et un an qui étaient déclarés admissibles à la mesure de soutien à l'achat des préparations lactées. Le coût annuel pour l'année financière 1996-1997 a été de 2 653 800 \$. La prévision des coûts pour 1997-1998 pour cette mesure est de 2 585 200 \$.

Par ailleurs, la prestation spéciale d'allaitement a été accordée, au cours de l'année financière 1996-1997 à 6 981 prestataires distincts, ce qui a engendré une dépense de 1 305 812 \$. On prévoit pour cette mesure des coûts de 1 515 130 \$ en 1997-1998.

Le coût annuel des deux mesures est donc estimé à 4 100 330 \$.

Par ailleurs, en février 1996², il y avait environ 7 500 enfants âgés de moins de six mois à la sécurité du revenu. Les deux mesures rejoignaient donc près de 80 % de la clientèle admissible.

SOURCE : Direction de la sécurité du revenu
Le 13 mars 1997
Révisé le 2 avril 1998

¹ La mise à jour n'est pas possible car la DGI ne produit plus de liste mensuelle.

² La mise à jour n'est pas possible car la DGI ne produit plus de liste mensuelle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 35a

Nombre de ménages ayant reçu des prestations APPORT et prestation mensuelle moyenne selon la catégorie de ménage

| ANNÉES | PROGRAMME APPORT ¹ | | | | |
|--------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|----------|
| | Famille monoparentale | | Famille biparentale | | TOTAL |
| | 1 enfant désigné ² | 2 enfants désignés ² | 1 enfant désigné ² | 2 enfants désignés ² | |
| 1997 ³ | | | | | |
| Nombre de ménages | 7 585 | 5 177 | 5 571 | 12 173 | 30 506 |
| Acomptes mensuels moyens | 62,13 \$ | 64,01 \$ | 79,77 \$ | 90,93 \$ | 77,16 \$ |

Note : À compter du mois d'octobre 1997, le versement de l'allocation-logement est effectué par le ministère du Revenu du Québec. Elle ne fait donc plus partie des acomptes mensuels moyens à partir de ce mois.

1. Le dénombrement des ménages est effectué en considérant tous ceux ayant reçu au moins un acompte mensuel (incluant l'allocation-logement, et pour l'année 1997, de la majoration pour frais de garde en service de garde éducatif). Cela ne tient pas compte des paiements effectués ou des trop-payés constatés par le MRQ lors de la conciliation annuelle.
2. Deux enfants seulement peuvent être désignés à titre « d'enfants à charge ». Les autres enfants de la famille ne peuvent donc être considérés à charge. Ce sont habituellement les enfants qui ont le moins de revenus et le moins de biens qui sont désignés « à charge » et ce, à l'avantage du requérant. Cependant, les frais de garde réellement encourus pour les enfants non désignés peuvent être considérés dans le calcul des exemptions pour déterminer le revenu net d'une famille.
3. Les acomptes mensuels moyens ne tiennent pas compte du crédit pour frais de garde et, par conséquent, le dénombrement des ménages exclut ceux qui ne reçoivent que ce crédit. À cet effet, les données ont été ajustées en conséquence.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 35b, c, d, e, f

| |
|--|
| <p>Titre</p> <p>État de situation au programme APPORT</p> |
|--|

| |
|--|
| <p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Données non disponibles.</p> |
|--|

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 35 g)

Titre

État de la situation au programme APPORT en 1996-1997 et 1997-1998:

g) budget total en 1995-1996, 1996-1997 et en 1997-1998.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le budget global du programme APPORT en 1997-1998 est le suivant:

| | |
|-----------|--------------|
| 1997-1998 | 53 647,7 K\$ |
| 1996-1997 | 65 800,0 K\$ |
| 1995-1996 | 59 031,0 K\$ |

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 36

Titre :
Bilan détaillé des activités de conformité

Le tableau suivant présente les résultats des activités de conformité depuis l'exercice 1993-1994.

| ACTIVITÉS DE CONFORMITÉ | 1993-1994 | 1994-1995 | 1995-1996 | 1996-1997 | 1997-1998 (prévisions) |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------------|
| Réalisées par les effectifs en conformité (Note 1) | | | | | |
| Vérifications | 85,7 M\$ | 80,4 M\$ | 99,1 M\$ | 118,0 M\$ | 122,0 M\$ |
| Enquêtes | 50,9 | 54,5 | 61,8 | 67,5 | 58,0 |
| Projets spéciaux | — | — | — | 33,8 | 46,5 |
| Projets du Fonds d'initiatives | — | 12,6 | 16,8 | 26,8 | 12,0 |
| Conformité réelle | — | — | — | — | 1,0 |
| Sous-total | 136,6 M\$ | 147,5 M\$ | 177,7 M\$ | 246,1 M\$ | 239,5 M\$ |
| Réalisées par les agents d'aide (Note 2) | | | | | |
| Comparaisons de fichiers | 34,3 M\$ | 36,1 M\$ | 34,6 M\$ | 52,7 M\$ | 54,6 M\$ |
| Remises de chèques systématiques | 14,7 | 11,3 | 3,2 | 23,8 | 19,5 |
| Remises de chèques ciblées par l'agent | — | — | 10,4 | 27,5 | 31,0 |
| Réévaluation annuelle | 29,6 | 17,5 | 17,4 | 17,2 | 17,2 |
| Projets spéciaux | — | — | 1,6 | 1,6 | — |
| Sous-total | 78,6 M\$ | 64,9 M\$ | 67,2 M\$ | 122,8 M\$ | 122,3 M\$ |
| TOTAL | 215,2 M\$ | 212,4 M\$ | 244,9 M\$ | 368,9 M\$ | 361,8 M\$ |

Note 1 – Variations 1996-1997 par rapport à 1997-1998

En 1996-1997, nous retrouvions 438 effectifs en conformité. En 1997-1998, 40 effectifs additionnels ont été ajoutés dans les cinq régions urbaines et 23 autres effectifs ont été ajoutés pour la détermination du taux de conformité réelle du Réseau.

Parmi les effectifs en conformité, environ une quarantaine sont financés par le Fonds d'initiatives en conformité. Ce fonds, d'un peu plus d'un million de dollars, permet de financer des projets spécifiques à chaque région.

L'objectif du présent exercice pour l'ensemble des effectifs en conformité était de générer des économies (prestations non versées actualisées) ou des revenus (comptes à recevoir), pour un montant de 259,2 M\$. Les prévisions sont à l'effet que les résultats seront de l'ordre de 239,5 M\$. L'écart est principalement dû à l'interruption de certaines activités de conformité pour permettre l'utilisation des ressources à des fins d'aide aux sinistrés lors de la crise du verglas : 15,6 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIVITÉS DE CONFORMITÉ (fiche # 36 - suite)

Note 2 – Description des activités et variations 1996-1997 par rapport à 1997-1998

- Les comparaisons de fichiers

Il s'agit des écarts détectés suite aux comparaisons de fichiers entre notre ministère et d'autres ministères ou organismes.

- Les remises de chèques

Il existe deux types de remises de chèques : les remises de chèques systématiques, dont la sélection est faite à partir de critères établis par les autorités du Ministère et les remises de chèques par l'agent.

Les remises de chèques du 1^{er} décembre 1997 ont été annulées à cause de la grève des postes et celles du 1^{er} février 1998 ont aussi été annulées dans les régions touchées par le verglas.

- La réévaluation annuelle

Cette activité consiste à réévaluer chaque dossier une fois par année.

- Les projets spéciaux

Au cours du mois d'octobre 1996, le Ministère a produit une liste de prestataires ayant des adresses pouvant être communes et qui ne déclarent pas partager leur logement. L'opération n'a pas été refaite en 1997; elle a été remplacée par un contrôle informatisé sur le partage de logement qui permet d'atteindre le même objectif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIÈRS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 36a

Titre : BILAN DÉTAILLÉ DE L'OPÉRATION DE REMISE DE CHÈQUES DE MAIN À MAIN POUR LES MOINS DE 25 ANS AVEC IMPACT FINANCIER

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dans le cadre du suivi personnalisé, les remises de chèques constituent l'élément déclencheur pour aider les jeunes prestataires à entreprendre des démarches vers l'emploi. À cette occasion, ils reçoivent un questionnaire intitulé *Mon cheminement vers l'emploi*, pour les aider à évaluer leurs acquis et leurs contraintes face à l'emploi et faire le point sur leurs démarches pour atteindre une autonomie financière. Ces remises de chèques s'adressent d'abord aux prestataires âgés de moins de 30 ans, non-participants et qui sont déjà à la sécurité du revenu.

Avec la mise en place d'Emploi-Québec, un travail de sensibilisation auprès des jeunes prestataires et de mobilisation de ceux-ci vers l'emploi remplacera la démarche d'amorce de suivi personnalisé issue de la remise de chèques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 38 a)

Titre

Indiquer le nombre de recours subrogatoires intentés depuis l'entrée en vigueur de cette mesure avec distinction, pour chacune des années, des recours exercés et des sommes effectivement recouvrées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Selon les données ⁽¹⁾ du Ministère, nous avons la situation suivante :

1997-1998

Nombre de recours subrogatoires transmis au Percepteur des pensions alimentaires

8 345

Sommes recouvrées auprès des débiteurs alimentaires:

par le MRQ

15,4 M\$

par le Ministère

3,3 M\$

18,7 M\$

⁽¹⁾ Des données proviennent du système informatique et peuvent être légèrement différentes de celles apparaissant aux états financiers, en raison des pratiques comptables en vigueur.

SOURCE: Centre de recouvrement - 1998-04-01

VALIDATION: Bureau du SMA DGPSO-1998-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 38b)

Titre Nombre de familles monoparentales qui se retireront de la sécurité du revenu avec le nouveau système de perception automatique des pensions alimentaires (P.L. 60) et motif de la décision.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Essentiellement, les bénéfices attendus du nouveau régime sont des encaissements additionnels. Nous estimons que le nombre de familles monoparentales qui se retireront de la sécurité du revenu avec le nouveau régime sera marginal, compte tenu des faibles montants de pension alimentaire moyens (250 \$) observés.

Aucune donnée n'est disponible.

SOURCE : Direction du développement des politiques
et des programmes de sécurité du revenu
Le 16 mars 1998
Révisé le 2 avril 1998

Approuvé par DBOF : 98-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 38c)

Titre Distinction entre le nombre de prestataires sur la sécurité du revenu qui bénéficient d'un jugement ordonnant le versement d'une pension alimentaire et le nombre de ceux qui n'ont pas un tel jugement, avec l'impact financier afférent et les motifs de ceux qui n'ont pas de jugement de pension alimentaire

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 1997, il y avait environ 32 155 prestataires de la sécurité du revenu qui bénéficiaient d'un jugement de pension alimentaire. Le nombre de familles monoparentales à la sécurité du revenu pour le même mois s'inscrivait à 88 934 ménages.

Ainsi 56 779 familles monoparentales n'avaient pas de jugement de pension alimentaire pour les raisons suivantes :

- Non-reconnaissance de la paternité.
- Dossiers en cours de fixation.
- Débiteur à l'aide de dernier recours, en prison, insolvable, etc.
- Non-pertinence de droit.

SOURCE : Direction du développement des politiques
et des programmes de sécurité du revenu

Le 16 mars 1998

Révisé le 2 avril 1998

Approuvé par DBOF : 98-004-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 38d)

Titre Parmi les prestataires qui bénéficient d'un jugement de pension alimentaire :

- ⇒ Combien reçoivent effectivement le montant complet de leur pension alimentaire?
- ⇒ Combien reçoivent partiellement le montant de leur pension alimentaire?
- ⇒ Combien ne reçoivent aucun montant de leur pension alimentaire avec les motifs?

Pour chacune de ces hypothèses, donner l'impact financier correspondant et proportion de pension alimentaire par rapport à la prestation de la sécurité du revenu avec l'impact financier afférent.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En décembre 1996, il y avait 32 155 jugements. De ces jugements :

- 15 450 reçoivent un montant complet de leur pension (3,7 M\$).
- 4 490 ménages ont reçu un montant partiel de leur pension (1,7 M\$).
- 12 215 ménages n'ont reçu aucun montant.

- débiteur prestataire à l'aide de dernier recours
- débiteur est en perception
- procédure judiciaire (modification - annulation)
- incapacité de payer du débiteur (temporaire ou permanente)

Aucune donnée n'est disponible sur l'impact financier correspondant pour chacune de ces hypothèses

SOURCE : Direction du développement des politiques
et des programmes de sécurité du revenu
Le 16 mars 1998
Révisé le 2 avril 1998
Approuvé par DBOF : 98-0402

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 38e)

Titre Parmi les prestataires qui demandent et obtiennent une pension alimentaire, nombre qui quittent la sécurité du revenu en raison de ces revenus de pension alimentaire

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nous estimons que le nombre de familles qui quitteront la sécurité du revenu à la suite de l'obtention d'une pension alimentaire serait marginal compte tenu des faibles montants de pension alimentaire (250 \$) observés.

SOURCE : Direction du développement des politiques
et des programmes de sécurité du revenu
Le 16 mars 1998
Révisé le 2 avril 1998
Approuvé par DBOF : 98-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 41

Titre

Copie du plan stratégique 1998-1999 présenté au Conseil du trésor.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les informations concernant le plan stratégique du Ministère se trouvent aux "Renseignements supplémentaires" - livre des crédits 1998-1999.

SOURCE : Direction du budget et des opérations financières
VALIDATION: 19 mars 1998

L:\DGA\DEPR\COMMUN\WORD\COM\1999\FIDP38.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 42

Titre

Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du plan stratégique 1998-1999, présenté au Conseil du trésor.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les informations concernant le plan stratégique du Ministère se trouvent aux "Renseignements supplémentaires" - livre des crédits 1998-1999.

SOURCE : Direction du budget et des opérations financières
VALIDATION: 19 mars 1998

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 44

Titre : Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail

Bilan du budget et des dépenses de même que la répartition des crédits alloués dans chacune des régions pour les années 1996-1997, 1997-1998 et les prévisions pour l'année 1998-1999.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail est issu d'un consensus de l'ensemble des partenaires lors du Sommet sur l'économie et l'emploi pour lutter contre l'appauvrissement des plus démunis de notre société. Cette contribution de solidarité de 250 millions de dollars sur 3 ans, provient à parts égales des particuliers et des sociétés. Ce Fonds est, de façon exceptionnelle, sous la responsabilité du premier ministre et l'administration en est confiée à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

Le 26 novembre 1996, le gouvernement faisait connaître par déclaration ministérielle devant l'Assemblée nationale, sa volonté de créer le Fonds. La loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail a été adoptée le 10 juin 1997 et sanctionnée le 12 du même mois. Aucune opération relative au traitement de demandes d'aide financière n'a été faite durant l'exercice financier 1996-1997.

En 1997-1998, l'enveloppe du Fonds de lutte contre la pauvreté a été en grande partie distribuée entre les régions sur la base du poids relatif des adultes, prestataires de la sécurité du revenu et aptes au travail. 55 millions de dollars ont été répartis entre les régions et 20 millions de dollars ont été réservés pour des projets nationaux. Le 7 mai 1997, le Conseil des ministres décidait de confier 8 millions de dollars pour des projets d'économie sociale au SDR et au ministère de la Métropole qui se sont également vu confier la responsabilité de rendre compte de l'utilisation de ces sommes. L'annexe 1 à la présente fiche donne la répartition régionale des budgets pour l'exercice 1997-1998 ainsi que les dépenses encourues.

En date du 20 mars 1998, 786 projets ont été approuvés dans l'ensemble des régions du Québec pour un engagement total de 53,8 millions de dollars de la part du Fonds. Cinq projets nationaux ont été approuvés durant la même période. Ils représentent des engagements de l'ordre de 24 millions de dollars. Les projets régionaux et nationaux ont permis de rejoindre plus de 7 500 personnes.

Quant aux prévisions concernant la répartition budgétaire pour l'exercice financier 1998-1999, elles ne sont pas disponibles.

SOURCE : Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi (1998.04.06)

VALIDATION : Direction du budget et des opérations financières (1998-04-20)

ANNEXE1

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ
PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ÉTAT DE SITUATION POUR L'EXERCICE1997-1998

| RÉGIONS | BUDGET RÉGIONAL 1997-1998 (M \$) | PROJETS ACCEPTÉS (M \$) ⁽¹⁾ |
|----------------------------------|---|---|
| 01-Bas-St-Laurent | 1,60 | 1,50 |
| 02-Saguenay-Lac-St-Jean | 2,04 | 3,04 |
| 03-Québec | 4,41 | 4,20 |
| 04-Mauricie | 2,50 | 4,07 |
| 17-Centre du Québec | 1,39 | 1,49 |
| 05-Estrie | 2,02 | 1,01 |
| 06-Montréal | 19,34 | 18,90 |
| 07-Outaouais | 2,47 | 1,34 |
| 08-Abitibi-Témiscamingue | 1,06 | 1,24 |
| 09-Côte-Nord | 0,71 | 0,89 |
| 10-Nord du Québec | 0,23 | 0,15 |
| 11-Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine | 1,24 | 1,63 |
| 12-Chaudière-Appalaches | 1,72 | 0,82 |
| 13-Laval | 1,64 | 1,46 |
| 14-Lanaudière | 2,53 | 1,80 |
| 15-Laurentides | 3,06 | 2,72 |
| 16-Montérégie | 7,05 | 7,57 |
| Sous-total | 55,0 \$ | 53,8 \$ |
| | | |
| Projets nationaux | 20,00 | 24,00 |
| | | |
| Total | 75,0 \$ | 77,8 \$ |

1- Montants des projets acceptés par les régions en date du 20 mars 1998.
2- Montants des dépenses encourues régions en date du 31 mars 1998 (données préliminaires du système opérationnel de subventions S.O.S.)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 45

Titre : Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail
Listes et montants alloués à chacun des organismes pour l'année 1996-1997, 1997-1998 et les prévisions pour 1998-1999.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail est issu d'un consensus de l'ensemble des partenaires lors du Sommet sur l'économie et l'emploi pour lutter contre l'appauvrissement des plus démunis de notre société. Cette contribution de solidarité de 250 millions de dollars sur 3 ans, provient à parts égales des particuliers et des sociétés. Ce Fonds est, de façon exceptionnelle, sous la responsabilité du premier ministre et l'administration en est confiée à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

Le 26 novembre 1996, le gouvernement faisait connaître par déclaration ministérielle devant l'Assemblée nationale, sa volonté de créer le Fonds. La loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail a été adoptée le 10 juin 1997 et sanctionnée le 12 du même mois. Aucune opération relative au traitement de demandes d'aide financière n'a été faite durant l'exercice financier 1996-1997.

Le Fonds de lutte contre la pauvreté est régionalisé. Un Comité d'approbation des projets est en place dans chaque région du Québec. Un comité analogue est en place à l'échelon national. Leur mandat consiste à disposer (accepter ou refuser) les demandes d'aide financière logées au Fonds. Durant l'exercice 1997-1998, plus de 780 projets ont été approuvés dans l'ensemble des régions du Québec et 5 projets d'envergure nationale ont été approuvés par le Comité national.

En conséquence, aucune liste précisant les dénominations de chaque organisme et les montants qui leur furent accordés, n'est disponible.

Cependant la fiche numéro 44 fait état des budgets et dépenses de l'exercice se terminant le 31 mars 1998 pour l'ensemble du Québec.

SOURCE : Direction générale des politiques de main-d'oeuvre et d'emploi (1998.04.06)

VALIDATION : Direction du budget et des opérations financières (1998-04-20)